

Najat Vallaud-Belkacem, une femme de convictions

Qui mieux que Najat Vallaud-Belkacem pour évoquer son propre parcours et ses propres valeurs ?

« Mon parcours ressemble à celui de nombreuses jeunes femmes de ma génération. Des jeunes femmes qui, comme moi, ont fait le choix des études pour exercer pleinement un métier, être autonomes et accéder à assez de responsabilités pour espérer changer la société, la rendre plus juste, plus solidaire, plus heureuse. Née au Maroc dans un milieu rural, j'ai grandi dans la banlieue d'Amiens avant de rejoindre Paris pour achever mes études à l'Institut d'Études Politiques. Engagée dans la vie politique, militante du Parti socialiste, j'ai été élue pour la première fois en mars 2004 conseillère régionale Rhône-Alpes sur la liste de Jean-Jack Queyranne, et j'ai dès lors assumé les fonctions de conseillère déléguée en charge de la Culture sur le territoire rhônalpin.

Membre du Conseil national du Parti socialiste, j'ai été l'une des trois porte-parole de Ségolène Royal pendant la campagne présidentielle 2007 puis à nouveau porte-parole de la campagne de François Hollande en 2012. Le 15 mai 2012, le président de la République François Hollande et le Premier ministre Jean-Marc Ayrault me nommaient ministre des Droits des femmes, porte-parole du gouvernement. Une importante responsabilité. Celle d'un ministère de plein exercice des Droits des femmes qui avait disparu 26 ans durant, qui doit combattre les inégalités femmes-hommes et les violences qui malgré les lois passées perdurent toujours. En septembre 2012, le Premier ministre m'a confié une autre responsabilité, celle de la lutte contre l'homophobie, contre toutes les discriminations et les violences liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

Le 2 avril 2014, le président de la République François Hollande et le Premier ministre Manuel Valls me confiaient une responsabilité élargie en me nommant ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, puis le 26 août 2014, je succède à Benoît Hamon au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. J'ai été élue conseillère générale du Rhône dans le canton de Montchat (Lyon 3e) : j'ai siégé en effet depuis 2008 dans l'opposition de l'Assemblée départementale, jusqu'à la création de la métropole de Lyon en janvier 2015. De mars 2008 à janvier 2013, j'ai été élue du 3e arrondissement, conseillère municipale de Lyon et exercé un mandat exécutif dans l'équipe de Gérard Collomb en tant qu'adjointe au maire de Lyon, déléguée aux Grands Événements, à la Vie associative et à la Jeunesse. A ce titre, j'ai siégé au Conseil Communautaire du Grand Lyon, une agglomération de 57 communes. Au sein du PS, j'ai été membre du Bureau national, puis à partir de février 2009 secrétaire nationale en charge des questions de société. A partir de mars 2010, j'ai assuré à Sciences Po Paris, un enseignement d'ouverture auprès des élèves de master « affaires publiques », consacré à la prospective politique.



Najat Vallaud-Belkacem © Cris'Créa

Passant en revue les grands enjeux et défis du monde de demain, déjà en germes dans celui d'aujourd'hui, il s'agit d'apprendre à anticiper l'avenir pour mieux le construire. Parce que je sais ce que je dois à l'école et aux institutions de la République, je sais que l'action politique, lorsqu'elle est au service du bien commun et qu'elle respecte un certain nombre de valeurs fondamentales, a le pouvoir de faire progresser la société. C'est dans cet esprit que j'assume au quotidien mes responsabilités gouvernementales et électives. Mêmes opportunités et chances de réussite sans préjudice du sexe, du lieu d'habitation ou des origines, lutte contre les violences faites aux femmes ou la précarité spécifique des jeunes, développement des outils d'autonomisation et d'émancipation... C'est avant tout une société de l'égalité que je souhaite contribuer à construire pour demain. »

Directrice France de l'ONG ONE depuis quelques jours, sa prise de parole dans *Golias Hebdo* est une chance extraordinaire au sens étymologique du terme. □ Bertrand Gaufryau

« N'oublions pas trop vite ce que nous avons vécu et sachons en tirer des leçons »

Propos recueillis par Bertrand Gaufryau

Golias Hebdo : Comment avez-vous vécu l'annonce de la pandémie du Covid-19 ?

Najat Vallaud-Belkacem : Comme tout un chacun, avec une certaine anxiété, une certaine peur, bien sûr. Mais avec cette annonce est aussi, rapidement, venue celle du confinement. Et là, très rapidement, on ne peut s'empêcher de mesurer à la fois la chance que l'on a, quand on peut le faire dans de bonnes conditions, mais aussi la manière dont cela va accentuer les inégalités, et augmenter encore leurs effets délétères. Ne nous y trompons pas : derrière un même mot, une même mesure, celle du confinement, sous l'égalité apparente que cela suppose, il y a, en réalité, des différences fondamentales. Voilà pourquoi entendre dire « nous sommes toutes et tous dans le même bateau », « nous sommes toutes et tous dans la même situation », cela me semble, au mieux, naïf, au pire hypocrite – sauf à considérer que, comme sur un bateau, vous avez des gens qui sont en fond de cale et d'autres sur le pont supérieur, à bronzer sur des transats de première classe. Alors, à cette inquiétude que j'évoquais, cette peur, s'en est ajoutée une autre, mêlée de colère et de révolte : celle de constater que, trop rapidement, nous oublions qu'une société inégalitaire fait des mesures les plus justifiées des occasions d'injustice.

G. H. : Comme citoyenne, quelles sont les fragilités mises en lumière de manière un peu plus singulière selon vous ?

N. V.-B. : Toute crise agit comme un révélateur, et ce que nous donne à voir cette pandémie n'est pas forcément agréable à contempler. Il le faut, pourtant, absolument. La première des fragilités, c'est celle de nos services publics. Ils ont su répondre à l'urgence de manière admirable, et nous pouvons, nous devons en être reconnaissants, et ils peuvent en être fiers. Mais cette réponse ne s'est pas faite grâce à l'état de nos hôpitaux, à la solidité de leur financement et aux bonnes conditions de travail qui y règnent : elle s'est faite malgré eux. Oui, le service public

a su faire face, oui nous pouvons toutes et tous apprécier de vivre dans un pays qui, par son héritage, et malgré les tentatives sans cesse répétées de libéralisation et de privatisation, a su sauvegarder l'essentiel, mais nous ne pouvons pas continuer à compter uniquement sur le dévouement et l'engagement des êtres humains qui le font vivre au quotidien. Il y a là une énergie précieuse qui s'épuise, qui est tout sauf renouvelable, et qui, à un moment, doit être reconnue, soutenue, pour que nous n'en venions pas à un point de rupture et de non-retour. Toutes ces personnes ont tenu bon : cela ne doit pas être une raison pour se dire, continuons comme avant. Elles méritent mieux que cela, elles valent beaucoup, beaucoup mieux que cela. Et ce que je dis là vaut, naturellement, pour les hôpitaux, mais aussi, pour l'ensemble de nos services publics, et notamment l'École... mais j'imagine que j'aurai l'occasion d'y revenir.

La seconde des fragilités, c'est celle des inégalités. Je l'évoquais dès votre première question, mais je veux y revenir, parce que, c'est fondamental : il ne peut y avoir de justice dans une société injuste. Là encore, nous voyons à quel point il y a un écart scandaleux entre le travail qui est absolument essentiel, vital pour notre société, et la condition économique et sociale des personnes qui l'exercent. Ces personnes qui nous permettent de tenir, sont le plus souvent, fragilisées, précarisées. Cette crise nous a rappelé, au cas où nous l'aurions oublié, comme elle l'a fait pour les services publics, qui sont les piliers de notre société. Eh bien je crois qu'il n'y a pas besoin de faire de longues études d'architecture pour savoir que sur des fondations fragiles, rien de solide, rien de pérenne ne peut s'édifier. Celles et ceux qui parlent sans cesse de premiers de cordée feraient mieux d'oublier cette métaphore alpine, et se rappeler que pour avancer, pour s'élever, il faut toujours partir de ce qui nous ancre dans la terre, de ce qui nous donne une assise solide, et ne pas se laisser gagner par l'ivresse des cimes. La dernière des fragilités que je voudrais évoquer c'est, évidemment, la nôtre, celle

qui est propre à l'être humain, celle qui est liée au vieillissement, mais qui est aussi, je crois, une force. J'ai été frappée, bien souvent, d'entendre la détermination, l'engagement de ces personnes de plus de 80, 90 ans qui disaient leur volonté de continuer à avancer, leur confiance, leur foi dans notre capacité à surmonter des épreuves, et, à de nombreuses reprises, sur les antennes du service public, nous avons pu les écouter. Cela doit nous rappeler l'importance que nous devons accorder à la manière dont nous traitons celles et ceux qui nous ont devancés, et à qui nous devons tant. Face à des idéologies qui ne chantent que la performance, la productivité, la jeunesse, cette pandémie nous a aussi rappelé les vertus de la fragilité, les vertus de celles et de ceux que la société trop souvent condamne à l'isolement au quotidien en détournant le regard. Parce que malheureusement, pour de nombreuses personnes âgées, le confinement n'est pas une mesure exceptionnelle, c'est une réalité subie et vécue au quotidien et nous devons aussi être capables d'y remédier.

G. H. : Des trésors de solidarité s'expriment ici ou là...

N. V.-B. : C'est le propre d'une crise que de révéler ce qu'il y a de meilleur et de pire dans l'être humain, dans chacun et chacun d'entre nous. Oui, il y a une vraie solidarité, que ce soit dans la manière dont certains s'organisent pour ravitailler leur voisin ou leur voisine qui ne peut plus se déplacer, que ce soit dans les dons ou dans les propositions de volontariat pour aider partout où cela est nécessaire, y compris, par exemple, pour accompagner des personnes mal à l'aise avec Internet dans leurs démarches numériques - et cela peut sembler peu, anodin, mais contribue aussi à permettre à chacune et à chacun de vivre au mieux cette période. Oui, nous avons montré que nous sommes capables, en tant que peuple, de nous élever à la hauteur de l'événement, que la solidarité et l'engagement n'étaient pas des vertus obsolètes, désuètes, et que nous en avons besoin - et heureusement ! Mais là encore, je crois qu'il est important de ne pas considérer

que l'Etat peut se défausser tranquillement de ses responsabilités devant le spectacle de tels trésors de solidarité. Ce serait trop facile, comme de lancer des appels aux dons au lieu de réfléchir au financement à long terme de nos services publics. Et si j'ai été, naturellement, émue par les manifestations de solidarité à l'égard de nos soignants, mais aussi vis-à-vis, par exemple, des éboueurs. Si j'ai, moi aussi, longuement applaudi, ces applaudissements ne doivent pas compenser une véritable politique économique et sociale, ils ne doivent pas nous faire oublier que si nous voulons pouvoir continuer à les remercier, il faut aussi leur donner les moyens d'exercer leur travail dans de bonnes conditions.

G. H. : Comme ancienne ministre de l'Éducation nationale, quel regard portez-vous sur cette période singulière « d'école à la maison » ? N'est-ce pas finalement un abus de langage ? Quels messages aux enseignants, aux élèves et étudiants et aux familles délivrer au moment d'évoquer cette fin d'année scolaire ?

N. V.-B. : L'école à la maison est un abus de langage, évidemment. En même temps, cela nous rappelle que l'école n'est pas uniquement un lieu dans lequel on se rend, elle est aussi un lien qui se tisse au sein d'une classe, entre les élèves et leurs professeurs. Et ce lien a été maintenu, et avec, bien souvent, un engagement et en même temps des capacités d'innovation et de réinvention admirables de la part du corps enseignant. Mais de la même façon que nous ne réalisons l'importance de quelque chose que quand elle vient à manquer, je crois aussi que cet enseignement à distance nous rappelle que, malgré les atouts et l'intérêt du numérique, il y a dans l'enseignement quelque chose de vivant, quelque chose qui tient à la présence, et que la distance ne peut jamais restituer pleinement. Si la continuité pédagogique a pu être instaurée grâce au numérique, grâce aux efforts d'équipement que nous avons, en particulier, réalisés lors de la dernière mandature, le vécu, le fait d'être rassemblé dans un même lieu, physique, concret, tout cela joue un rôle et ne se remplace pas vraiment. Donc l'École doit aussi être ce lieu, concret, rassemblant des générations d'élèves au sein d'un vécu commun et partagé. Et je crois que quand nos enfants franchiront de nouveau le seuil de leurs classes, ils sentiront, peut-être comme jamais, à quel point l'École,

la *Skholè* grecque, est liée à l'idée de liberté, d'un temps libéré.

Alors, je ne suis pas toujours très à l'aise à l'idée de « *faire passer un message* ». Et puis, je ne vais pas leur dire de continuer à travailler et à s'engager, ils l'ont fait, le font, et continueront à le faire. Ils n'ont pas besoin qu'on le leur rappelle. Cet engagement est au cœur de leur profession, et, pour les familles, elles sont naturellement elles aussi aux côtés de leurs enfants, et tout aussi engagées pour leurs réussites. Voilà pourquoi je souhaite d'abord leur dire « Merci ».

Ensuite, s'il faut absolument un message, ce serait le suivant : en ces temps de confinement et d'enfermement, gardez toujours à l'esprit qu'il y a, dans l'École, et grâce à l'École, une chose précieuse qui nous est permise : la liberté. Les connaissances, les savoirs, tous ces exercices dont l'élève se demande parfois « *à quoi ça sert ?* » n'ont d'autre objectif que de leur donner les moyens d'être libres, vraiment libres et autonomes ! Et j'ajouterais : « *Prenez le temps de lire.* » Par la lecture d'une œuvre on peut toujours voyager, même en restant confiné, et sans avoir besoin d'attestation...

G. H. : Vous évoquez l'idée « le jour d'avant » comme préalable à un changement de paradigme pour « le jour d'après ». Quelle analyse faites-vous de ce jour d'avant, sur le modèle de société dans lequel nous vivons et dont le pouvoir actuel a « détricoté » l'essentiel ?

N. V.-B. : Ce jour d'avant, je l'ai, au fond, un peu longuement évoqué en parlant des fragilités révélées. C'est un modèle de société où l'on a eu tendance à mettre au second plan ce qui aurait dû être au premier plan : où l'on a préféré l'inégalité à la solidarité, la privatisation et le jeu de la libre concurrence aux services publics. C'est aussi, je crois, une société où l'on a perdu le sens de certaines choses essentielles, et notamment les impôts. Les impôts ne sont ni une injustice, ni un vol. Ce sont au contraire les moyens que nous nous donnons, collectivement, pour avancer ensemble, pour progresser, et s'assurer de la solidité de notre société devant des événements graves comme cette pandémie, mais aussi, au quotidien, jour après jour. Et écoutant celles et ceux qui ne cessent de réclamer, urgemment, l'aide de l'Etat, après avoir, des années

durant, pesté contre les impôts et notre système social, je ne peux m'empêcher de m'interroger : souffrent-ils d'amnésie ? Ou bien, plus fondamentalement encore, sont-ils tout simplement inconscients du lien qui existe entre l'Etat, les aides, et les impôts ? Comme si les uns pouvaient exister sans les autres. Nous avons donc besoin de nous rappeler quels sont les racines, les enjeux de notre modèle social ; nous avons besoin de revenir aux sources et ce n'est pas un hasard si ce modèle a été édifié sur les ruines d'une Europe ravagée par la Seconde Guerre mondiale. C'est un modèle né de la catastrophe : l'éloignement de celle-ci avait, du même coup, amoindri le sentiment de son urgence, de son importance. Et je crois – en tout cas j'espère – qu'avec cette nouvelle catastrophe reviendra aussi une conscience plus nette, plus aigüe de la valeur de ce que nous ont légué celles et ceux qui nous ont précédés.

G. H. : Crise politique, crise sanitaire, exacerbation des nationalismes : l'Europe peut-elle être une des clés de la réorganisation de notre système économique et les piliers social, économique et environnemental sont-ils assez solides pour construire demain ? Le multilatéralisme a-t-il plus que jamais sa place ?

N. V.-B. : Ce qui vaut pour les solidarités au cœur de notre pays vaut aussi, évidemment, au niveau européen. Nous avons besoin les uns des autres, et, surtout, nous ne pouvons pas continuer à avancer chacun de notre côté, de manière désorganisée. Les enjeux environnementaux, comme les enjeux sanitaires, ne connaissent pas de frontières ! Si nous devons être vertueux, nous devons aussi l'être ensemble. Cela ne signifie absolument pas attendre que les autres fassent le premier pas et en tirer prétexte pour ne rien faire. Cela veut dire que l'élan qui se construit au niveau national doit se poursuivre au niveau européen, et que là encore, la situation critique que nous vivons, doit aussi être une occasion à saisir pour développer un modèle ambitieux qui impliquera d'élever nos exigences dans le domaine social, économique et environnemental, et de cesser d'en avoir une approche exclusivement ultra-libérale. Donc oui à un multilatéralisme, à condition qu'il ne devienne pas un argument pour abaisser nos exigences et reculer sur des points cruciaux : et voilà pourquoi nous

L'INVITÉ



© DR

devons, en même temps, revoir nos piliers, nos fondations, et effectuer, en définitive, un retour aux fondamentaux.

G. H. : La globalisation et les délocalisations qui paraissent aujourd'hui insupportables et nous rendent dépendants cèderont-elles la place à une organisation de notre village mondial ?

N. V.-B. : Nous payons là les fruits d'une désindustrialisation dont les effets pervers nous frappent de plein fouet - et qui impliquent de repenser la question de fond en comble, à commencer par cette interrogation : « *De quoi avons-nous besoin ?* ». Et la seconde question est aussi simple : « *Sommes-nous prêts à consommer moins et à payer plus pour produire mieux ?* ». Ce qui est, au fond, insupportable, c'est que nous savons faire, et bien faire, tout ce dont nous aurions besoin, et que nous avons sacrifié ce savoir-faire, qui est celui des femmes et des hommes de nos territoires, au seul profit économique. Voilà comment nous en venons à importer par un pont aérien ce qui pourrait être fait

en France ! Donc oui, il faut réorganiser, repenser notre modèle économique, et ne pas avoir peur, aussi, d'en finir avec des privatisations à tout va - regardez celle des aéroports de Paris ! Il y a, comme pour la question européenne, un équilibre à trouver, et cela sera difficile, bien sûr, mais c'est surtout absolument nécessaire.

G. H. : La transition agro-écologique qui pourrait être au cœur des politiques publiques comme opportunité ne va-t-elle pas, comme le politologue François Gemenne l'exprime, passer finalement par pertes et profits au détriment d'un redémarrage de l'économie peu respectueux de l'environnement ?

N. V.-B. : Cette crainte, je la comprends et je la partage. Je crois surtout qu'il ne faut pas tomber dans le piège du « *on continuera comme avant* » ou bien du « *il faudra en faire encore plus* ». Tous ces discours volontaristes n'ont pas de sens ! Imaginez-vous dire à un malade de reprendre une activité sportive au maximum simplement parce que la fièvre est tombée, ou, à un sportif blessé, qu'il peut disputer dès

demain un match essentiel, parce que la fracture a disparu ? Ne perdons pas notre bon sens dès qu'il s'agit d'économie - parce que l'économie ne se déploie pas dans un milieu abstrait, flottant au-dessus des choses de ce monde. Elle est au cœur du monde, et doit donc en tenir compte... Donc oui, je crains beaucoup, mais j'espère aussi un peu...

G. H. : Quelles conséquences imaginez-vous sur notre vivre ensemble demain ? Sera-t-il vraiment différent ou reviendrons-nous à nos turpitudes d'égoïsme, où la concurrence effrénée est la règle ?

N. V.-B. : On retrouve ce que je viens d'évoquer : beaucoup de crainte, un peu d'espoir. Et même si c'est toujours un peu cliché de le rappeler, le mot crise vient du grec « *kairos* », qui signifie occasion, opportunité. Donc à chaque crise, au cœur de celle-ci, il y a aussi un champ des possibles qui vient s'ouvrir. Et ce qui peut me donner un peu d'espoir, c'est, qu'au fond, une des périodes qui a su donner à l'Europe un élan immense, la Renaissance, fut aussi une période marquée non seulement par le chaos, les crises économiques et les guerres de religion, mais aussi par des pestes et des pandémies. Après tout, que font les personnages du *Decameron* de Boccace, sinon fuir Florence, ravagée par la peste, annonçant, plusieurs siècles avant, le départ vers la campagne et les résidences secondaires constaté à l'annonce du confinement ? Donc oui, nous avons connu des crises : certaines n'ont rien engendré de bon - combien de crises économiques sans que jamais n'en soient tirées des leçons à long terme ? - mais d'autres ont, au contraire, été féconds. Notre modèle social est né de la Seconde Guerre mondiale, de la Libération, il a donc fallu deux catastrophes pour y arriver... Espérons que la libération qui viendra à la fin du confinement sera aussi riche politiquement, aussi sage et solidaire, et que nous n'aurons pas besoin de deux pandémies pour apprendre...

G. H. : Si vous aviez, en quelques mots, un message à nous livrer, quel serait-il ?

N. V.-B. : N'oublions pas trop vite ce que nous avons vécu et sachons en tirer des leçons à long terme. Rien n'est pire que l'oubli à venir qui menace de nous faire perdre de vue ce que la crise nous dévoile avec tant d'intensité. □